

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Adoption de l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier (G.I.P – D.S.U.A Montpellier)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Groupement d'intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA) a été créé par l'arrêté n°2001/01/2168 du 6 juin 2001.

Les principales missions du GIP sont :

- le pilotage du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) sur les territoires Politique de la Ville,
- la mise en œuvre des projets territoriaux de cohésion sociale sur les territoires Mosson, Cévennes et Centre,
- l'articulation du volet social avec l'intervention sur l'urbain, le logement et le développement économique (animation du volet emploi dans les quartiers en rénovation urbaine dont les clauses sociales, suivi financier des PRU et de la convention de gestion urbaine de proximité sur le PRU Centre, suivi du programme urbain intégré FEDER).

Sur la base d'une nouvelle géographie prioritaire proposée fin juin 2014 comprenant de nouveaux quartiers, l'Etat a lancé la phase de préparation des nouveaux contrats de ville qui sont appelés à succéder aux CUCS et qui constitueront le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville pour la période 2015-2020.

Pour assurer à la fois l'élaboration du contrat de ville jusqu'à sa signature au cours du 1^{er} semestre 2015, la mise en œuvre des premières mesures du contrat et de l'appel à projets 2015 auprès des opérateurs, la poursuite des actuelles missions du GIP liées au CUCS, aux PRU (suivi des engagements financiers et des clauses sociales) et au Programme urbain intégré FEDER, il est proposé que le GIP soit prorogé pour une durée de 2 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

La mise en œuvre opérationnelle du contrat de ville après signature nécessitera un ajustement des missions qui sera débattu le moment opportun.

Enfin, dans le cadre de la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014, l'Etat a souhaité que le pilotage stratégique du futur contrat de ville soit assuré au niveau de l'Agglomération. Afin de tenir compte de cette évolution, il est proposé de modifier la répartition des droits statutaires entre la Ville de Montpellier et Montpellier Agglomération. Les autres membres conservent leurs droits statutaires actuels.

Une proposition de modification de la convention constitutive a donc été validée lors du Conseil d'Administration du GIP-DSUA le 26 août 2014.

Plusieurs articles sont concernés :

- *Article 5 : Délimitation géographique*

Modification de la délimitation géographique du groupement dans les termes suivants : « *Le groupement a compétence sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier et plus particulièrement sur les quartiers prioritaires et/ou en renouvellement urbain* ».

- *Article 6 : Durée*

Modification de la durée du groupement dans les termes suivants : « *Le groupement a pris effet et donc acquis la personnalité morale, à la date de publication de l'arrêté préfectoral d'approbation, soit le 1^{er} juillet 2001, pour une durée de 7 ans. Il a été prorogé une première fois et ce jusqu'au 31 décembre 2013, puis une seconde fois jusqu'au 31 décembre 2014. Il est prorogé une troisième fois jusqu'au 31 décembre 2016* ».

- *Article 11 : Droits et obligations*

Evolution des droits statutaires pour prendre en compte l'obligation fixée par la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014 : « *Dans leurs rapports entre eux, et à compter du 1^{er} janvier 2015, les droits statutaires des membres du groupement sont répartis comme suit :*

Droits statutaires	[en %]
Montpellier Agglomération	37
Etat	20
Ville de Montpellier	18
Département de l'Hérault	18
C.C.A.S	3
C.D.C	2
S.C.E.T	1
C.A.F	1

- *Article 19 : Assemblée générale*

Evolution de la composition des membres de l'assemblée générale du groupement dans les termes suivants : « *L'assemblée générale est composée de l'ensemble des 8 membres du groupement ayant nommé 15 représentants selon les modalités suivantes, à compter du 1^{er} janvier 2015 :*

- *3 représentants de l'Etat (M. le Préfet ou son représentant, M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ou son représentant, Mme la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer ou son représentant) ;*
- *4 représentants de la communauté d'agglomération de Montpellier ou leurs suppléants ;*
- *2 représentants de la Ville de Montpellier ou leurs suppléants ;*
- *2 représentants du Département de l'Hérault ou leurs suppléants ;*
- *1 représentant du C.C.A.S ;*
- *1 représentant de la C.D.C ;*
- *1 représentant de la S.C.E.T ;*
- *1 représentant de la C.A.F. »*

- *Article 19.2 : Modalités de vote*

Modification des modalités de vote au sein de l'assemblée générale du groupement dans les termes suivants : « *Les modalités de vote sont définies conformément à la répartition des droits statutaires fixés à l'article 11 selon la méthode suivante, à compter du 1^{er} janvier 2015 :*

Droits statutaires	[en %]
Montpellier Agglomération	37
Etat	20
Ville de Montpellier	18

Département de l'Hérault	18
C.C.A.S	3
C.D.C	2
S.C.E.T	1
C.A.F	1

- *Article 20.2 : Conseil d'administration - Composition*

Evolution de la composition des membres du conseil d'administration du groupement dans les termes suivants :
« L'assemblée générale est composée de l'ensemble de 10 membres, élus par l'assemblée générale ou désignés, pour la même durée que le groupement ou pour une durée inférieure et renouvelable, selon les modalités suivantes, à compter du 1^{er} janvier 2015 :

- *2 représentants de l'Etat ;*
- *2 représentants de la communauté d'agglomération de Montpellier ou leurs suppléants ;*
- *1 représentant de la Ville de Montpellier ou leurs suppléants ;*
- *1 représentant du Département de l'Hérault ou leurs suppléants ;*
- *1 représentant du C.C.A.S ;*
- *1 représentant de la C.D.C ;*
- *1 représentant de la S.C.E.T ;*
- *1 représentant de la C.A.F. »*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant à la convention constitutive annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014